



Une association pour
ré-agir au féminin

Le système prostitueur : violence machiste archaïque
Quinzaine Egalité femmes-hommes de la région Rhône-Alpes
8 octobre 2012 – Villeurbanne, Palais du travail, 9 place Lazare Goujon 9h30-18h00

1ère table ronde : Comment agir contre cette violence sexuelle

La nécessaire responsabilisation des clients, Pierre-Yves Ginet

Je suis photjournaliste, grand reporter indépendant et je travaille depuis 15 ans exclusivement sur les femmes en résistance dans le monde. Je suis un généraliste des luttes des femmes dans le monde contemporain. Pas un spécialiste de la prostitution. Mais ce sujet revient évidemment fréquemment parmi les sujets des combats que je couvre.

Premier scoop : Je suis un homme. Deuxième scoop : je fais partie de l'immense majorité des mecs, je ne suis jamais allé aux putes. Tu parles d'un scoop. Je suis juste comme 88% des hommes. Par contre, je fais partie de ZéroMacho, un réseau international d'hommes qui ont décidé de ne plus se taire sur la question de la prostitution. Au sein de ce collectif, nous avons des raisons différentes d'être parmi ces hommes qui ne vont pas aux putes. Des regards différents sur la prostitution. Nous sommes de nombreux pays, de toutes conditions, de tous âges. À ce jour, ZéroMacho regroupe près de 1200 hommes dans une quarantaine de pays.

Pour nous, la prostitution, c'est non ! Comme le dit notre campagne, nous n'allons pas au bois. Nous ne sommes pas des enfants de coeur, je ne me vois pas vraiment comme un adepte de la baise à la papy, mais comme mes camarades du réseau, je n'envisage pas de vivre ma sexualité à travers des rapports marchands.

Quand on parle de prostitution, il y a un fait que l'on ne met pas assez en avant : plus de 99% des clients de la prostitution sont des mecs. Et au sein de ZéroMacho, nous sommes en faveur de la pénalisation de ces clients.

Dans ce débat sur abolition, prohibition, règlementarisme, on parle beaucoup des hommes, des besoins des hommes, de nos besoins irrépessibles, de nos pulsions sexuelles ou de je ne sais quoi. Et bien allons-y ! Nous sommes là, nous sommes issus de cette majorité de mecs qui ne vont pas voir des prostituées, alors n'hésitez pas, demandez-nous ! Arrêtons des véhiculer des stéréotypes archaïques au sujet de ces démangeaisons sexuelles.

Il y a un deuxième fait. Je veux bien entendre que les chiffres publiés par l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH), qui annonce 20 000 prostituées exerçant sur le territoire national, avec plus de 80% de femmes et environ 90% d'étrangères, sont sous-estimés. Je conçois très bien la mauvaise prise en compte de toutes celles qui ne font pas le trottoir et que l'on trouve dans des clubs privés, des bars à hôtesse, des salons de massages, ou encore toutes celles qui se vendent via Internet, escort ou non, étudiantes ou non. Mais tout concorde pour établir de façon certaine que la grande majorité des prostituées sont des victimes de réseaux, des esclaves sexuelles, dont le quotidien n'a que peu d'égal dans l'échelle de l'horreur.

Alors que fait-on ? La traque des réseaux, c'est un échec. Trente à quarante mini réseaux démantelés chaque année, des amendes et des peines souvent ridicules compte tenu des faits. Couper leur la tête, ils repoussent plus nombreux juste à côté. Va-t-on mettre les moyens policiers nécessaires à cette éradication ? Des milliers de flics dédiés ? Dans l'absolu, non, les prostituées n'intéressent pas grand monde. Et avec la crise, la question ne se pose même pas. Alors que reste-t-il pour faire diminuer drastiquement le nombre de ces esclaves ?

À ma connaissance et si l'on regarde partout autour de nous, chez nos voisins européens, il n'y a qu'une loi à la suédoise. Les autres voies, allemandes ou néerlandaises, ont montré leurs effets désastreux sur la question. Si une autre voie réaliste existe, je ne l'ai pas encore vu passer, mais je reste ouvert à toute nouvelle étude.

Alors avec une telle loi, il y aurait, des dommages collatéraux. Parmi ces victimes, on retrouverait les clients de la prostitution. Et ben voyons.

Un homme qui a négocié le prix d'une passe avec une fille de l'Est, s'exprimant dans un français très approximatif, ou avec une fille d'Afrique de l'ouest, il ne se pose pas la question de sa provenance ? De son parcours jusqu'à ce trottoir ? Tous ces clients n'ont pas la télé, n'écoutent pas la radio, ne lisent pas les journaux ? Ils vivent sur Mars ? Ils n'ont jamais vu de film là-dessus ? Simplement, ils n'y pensent pas. Elles ne sont que seins, bouche, sexe et cul. Elles n'existent pas. Dans ces moments, raisonner n'est pas dans le conditionnement du mâle dominant, les neurones sont gelés.

Il faut être clair au sujet des clients et ne plus se mentir en se cachant derrière des minorités :

Oui, la majorité des hommes qui font appel à des prostituées vont voir des filles des réseaux.

Oui, la plupart de ces prostituées sont facilement identifiables par rapport aux indépendantes.

Oui, ils sont non seulement responsables, mais bien complices des réseaux.

Alors oui, il doit y avoir une sanction.

Et au préalable, oui, il doit y avoir une campagne de sensibilisation, une politique ambitieuse d'éducation à la sexualité et de prévention de la prostitution.

On l'a fait pour faire comprendre aux gens qu'un excès de vitesse pouvait tuer, on l'a fait pour l'alcool, la drogue, le tabac, etc. Pour les abandons de chiens l'été aussi. Et avec des résultats significatifs pour toutes ces campagnes. Et il serait sacrilège de parler de la responsabilité des clients qui baisent des Albanaises, des Ukrainiennes ou des Camerounaises sur les quais de Rhône ? Sacrilège de parler de la responsabilité des jeunes de Perpignan qui montent en bande s'encanailler dans les bordels de La Jonquera le weekend ? C'est juste inaudible.

Quand on est un mec, aller aux putes, c'est dans l'immense majorité des cas abuser d'une personne qui est déjà une victime.

L'autre dommage collatéral que les détracteurs de l'abolition annoncent avec une loi pénalisant les clients de la prostitution, c'est la précarisation des indépendantes. Elles sont minoritaires, mais leurs inquiétudes doivent évidemment être entendues et elles doivent être accompagnées. J'y reviens plus tard.

Mais en ce qui me concerne, si pour sauver 10 à 20 000 esclaves sexuelles des réseaux, le prix à payer est la précarité grandissante des prostituées françaises indépendantes, et bien allons-y ! Quand on connaît un minimum les conditions de vie des filles des réseaux, selon moi, il n'y a même pas à se poser la question !

En parallèle, il faut vite cesser de criminaliser les prostituées. Les lois sur le racolage ont fait la preuve de leur perversité. Avec un cadre législatif inverse, qui attaquerait de front le système prostitueur, des moyens sont nécessaires pour aider les prostituées à sortir de cette condition. Toutes les prostituées. Les plus nombreuses, les filles des réseaux, devront être l'objet d'une attention particulière. Les femmes et les hommes du Strass devront bien sûr être écoutés. Il faudra s'appuyer sur l'expérience des anciennes prostituées indépendantes : celles qui affichent une carrière somme toute positive comme celles qui expliquent leur déni, la violence, leur incapacité à vivre après. Malgré la difficulté de l'entreprise, il faudra s'attacher à essayer d'atteindre les indépendantes françaises, celles qui annoncent s'épanouir dans cet exercice et celles, majoritaires, qui pleurent en se lavant avec du savon antiseptique après chaque passe. Celles qui ont fait un choix non pollué par un parcours de vie chaotique et celles qui ont subi des traumatismes dans leur enfance. Les étudiantes qui ont pu financer leurs études grâce à des passes et celles qui ont plongé, qui ont tout abandonné, sans pouvoir revenir. Ne pas oublier bien sûr les étrangères en situation illégale, qui exercent de façon indépendante : celles qui ont pu s'en sortir après quelques mois et celles qui se sont coupées de tout avec la prostitution.

Pour ça, on a de la chance. Nous avons des associations ont une expérience de terrain exceptionnelle en la matière, acquise depuis des dizaines d'années. Des associations pro ou anti-abolition. Ces femmes et ces hommes sauront faire. L'expertise est là. L'État doit les aider. Maintenant. Avec une loi et avec des moyens.